



Cette année, il reste du blé. Que faire ?



PEXELS, PIXABAI.COM

CRISES ET FISCALITÉ

## Juste le barème

Raymond Klein

**La tripartite, qui débute ce vendredi, discutera plus de fiscalité que de crise. Préparer l'hiver, oui, mais faut-il pour autant exclure toute réflexion qui va au-delà ?**

« Taxer les dix pour cent les plus riches ! » La revendication ne provient pas du programme électoral d'un parti de gauche, mais de la bouche d'un expert du développement durable. Le norvégien Jørgen Randers l'a défendue au Luxembourg il y a deux semaines, invité par le Mouvement écologique pour une conférence sur des stratégies de survie pour l'humanité. Le financement de la transition énergétique serait assuré en prenant l'argent chez ceux et celles qui peuvent contribuer le plus, voilà l'idée de Randers. Elle est étayée par une étude récente du World Inequality Lab, qui souligne le fait que près de la moitié des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> est causée par seulement dix pour cent des personnes. Et ce sont précisément celles qui souffrent le moins des effets du changement climatique et possèdent plus de trois quarts des richesses. Voilà qui fournit des arguments aux défenseur-es du climat et de la justice sociale pour réclamer des réformes fiscales.

Pendant ce temps-là, au Luxembourg, se joue la tripartite. On y parle d'impôts, mais pas des dix pour cent. Le parti vert fait profil bas tandis que le LSAP s'en tient à la revendication des syndicats : adapter le barème fiscal à l'inflation. Une retenue qui contraste avec l'urgence des défis environnementaux et sociaux actuels.

Certes, quand l'inflation augmente, maintenir les barèmes conduit rapidement les salaires – pour autant qu'ils soient indexés – à monter les échelons et à subir des taux fiscaux mar-

ginaux plus élevés. Un phénomène qualifié de « progression à froid », qui constitue une sorte d'augmentation d'impôts permanente, appliquée sans débat parlementaire et sans correctif social. Les trois syndicats OGBL, CGFP et LCGB ont donc raison de mettre en garde contre l'érosion du pouvoir d'achat à travers ce mécanisme.

**Pendant ce temps-là, au Luxembourg, se joue la tripartite. On y parle d'impôts, mais pas des dix pour cent.**

Faut-il pour autant en faire la revendication sociale numéro un ? Comme le montre une analyse du think tank Idea, cette « progression à froid » pénalise surtout les classes moyennes, alors que l'effet sur les revenus faibles comme sur les plus élevés est limité. Le think tank, proche de la Chambre de commerce, en tire argument pour plaider en faveur de mesures plus ciblées redistributives ou écologiques, glorifiant le gel du barème comme un mécanisme pour fournir à l'État des marges de manœuvre budgétaires. Ainsi, tout en pointant du doigt la myopie des syndicats, Idea ne va pas non plus au bout de sa logique. Plutôt que de se servir d'un barème mal pensé et d'un mécanisme absurde pour mener des politiques sociales et écologiques, il faudrait proposer une réforme d'ensemble du système fiscal.

Reste que réclamer l'indexation du barème ne priorise certainement pas la justice sociale. Pourquoi alors un syndicat de gauche comme l'OGBL soutient-il à fond cette revendication,

alors qu'en principe il demande aussi de taxer plus les revenus élevés, la fortune et les revenus du capital ? Cela est dû au poids important des revenus moyens dans ses rangs, mais aussi à l'adhésion au front uni syndical, au sein duquel la CGFP impose ses vues conservatrices. Hélas, le débat politique s'en trouve biaisé, poussant le LSAP à mettre l'indexation du barème au centre de ses revendications fiscales – plutôt que des mesures pour « taxer les riches ».

La logique voudrait que, au contraire, on procède prioritairement à une refonte du système actuel, en augmentant les taux d'imposition des revenus élevés et en taxant plus le capital, mais aussi l'usage de ressources naturelles – tout en veillant à générer les revenus fiscaux nécessaires à la transition énergétique et à la nécessaire redistribution sociale. Ensuite, le système étant bon, on assurerait sa stabilité dans le temps en indexant le barème.

Reste un détail : si les dix pour cent de « riches à taxer » sont déterminés non pas au niveau national, mais au niveau mondial, la majeure partie de la population grand-ducale risque d'en faire partie. Une approche probablement indispensable pour sauver le climat et la paix, mais qui suppose la mise en place préalable de mécanismes de redistribution à l'échelle mondiale. Vu l'état actuel des relations internationales, ce n'est pas pour demain.

### NEWS

Facturation électronique :  
Simplexification **p. 3**

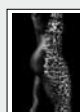
### REGARDS

Arbeit im eigenen Haushalt:  
Anerkennung ja? Geld nein? **S. 4**  
EU-Regeln für Wasserstoff:  
Wann ist Wasserstoff nachhaltig? **S. 6**  
Économie et droits humains :  
L'État est un cordonnier mal chaussé **p. 8**  
Gesundheitssystem: Mad World **S. 10**  
Pakistan: Bündnispflege in Islamabad **S. 13**  
Backcover Arnoldas Kubilius **S. 15**  
„3 du trois“: Papaya zu mentaler  
Gesundheit **S. 16**  
Dans les salles : The Fabelmans **p. 17**

### AGENDA

Wat ass lass? **S. 18**  
Expo **S. 22**  
Kino **S. 23**

Coverfoto: Karolina Grabowska/pexels.com



Im März gestaltet der Fotograf Arnoldas Kubilius die Rückseite der woxx. Informationen zur Serie gibt es im Interview auf S. 15.